



Rapport d'activité et plan de travail
Octobre - décembre 2003

(Traduction – Original en anglais fait foi)



Rapport d'activité et plan de travail
Octobre - décembre 2003
(Traduction – Original en anglais fait foi)

1. Le présent rapport fait le point des activités menées dans le cadre du Programme multipays de démobilisation et de réintégration (MDRP) depuis la parution du précédent rapport (juillet - septembre 2003). Il est articulé autour des quatre composantes principales du MDRP, à savoir : i) les programmes nationaux de démobilisation et de réintégration, ii) les projets spéciaux, iii) les activités régionales et iv) la gestion globale du programme. Un plan de travail révisé pour la période de janvier à mars 2004 est également joint à ce rapport.

I. Programmes nationaux

Angola

2. L'exécution du Programme angolais de démobilisation et de réinsertion (ADRP) a continué de progresser au cours du dernier trimestre, les autorités ayant apporté leur appui aux travaux de réinsertion au travers du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Administration publique, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. L'IRSEM, agence nationale responsable du programme, a par ailleurs continué à utiliser les fonds du Mécanisme de préparation des projets pour conduire des opérations d'information et de sensibilisation, améliorer les capacités de suivi des bénéficiaires et de supervision des programmes, et former le personnel. Le financement de la Banque mondiale pour le programme de réinsertion dans son ensemble sera effectif début 2004.

Rwanda

3. La mise en oeuvre du programme national progresse toujours de manière satisfaisante. Au 15 décembre 2003, 16 877 combattants ont été démobilisés dans le cadre de la phase actuelle, dont 13 010 soldats de la RDF (Rwanda Defense Forces) et 3 867 membres des groupes armés rwandais. 12 258 anciens soldats des FAR reçoivent une assistance dans le cadre du programme. Depuis la fin de septembre, 4 940 anciens combattants supplémentaires en sont bénéficiaires (2 297 soldats démobilisés de la RDF et 2 417 anciens combattants assistés des FAR). La mission de supervision conjointe du MDRP qui s'est rendue au Rwanda en octobre 2003 s'est montrée préoccupée par la lenteur des opérations de rapatriement des membres des groupes armés rwandais de la RDC. Depuis lors, la situation s'est toutefois améliorée et, à la mi-décembre, 350 anciens combattants se trouvaient au centre de démobilisation de Mutobo. La Commission rwandaise de démobilisation et de réinsertion (RDRC) a conduit des discussions techniques avec le ministère des Affaires locales (MINALOC) pour la mise en place de procédures de réception, d'enregistrement, de démobilisation et de réinsertion des enfants-soldats, et a créé un centre pour ces enfants dans la ville de Ruhengeri.

La RDRC a concentré son attention sur les questions de réinsertion et de réintégration. En novembre et décembre, avec l'appui d'un spécialiste en réinsertion du MDRP, elle a défini des

mesures visant à renforcer le programme. Le MDRP lui a en outre détaché un consultant spécialisé en suivi et évaluation qui l’a aidée à mieux traiter les informations dont elle disposait déjà et à améliorer ses procédures de suivi et d’évaluation pour l’avenir. Le Gouvernement rwandais met la dernière main aux modalités de l’aide bilatérale du Gouvernement allemand à la RDRC, qui sera étroitement liée aux autres aides fournies dans le cadre du MDRP. Par ailleurs, DFID et la RDRC apportent actuellement la dernière touche au mandat d’un consultant qui sera chargé d’aider la commission à programmer les activités de réinsertion.

Autres programmes

4. En étroite coopération avec ses partenaires, le Secrétariat du MDRP a continué à appuyer d’autres programmes nationaux en cours d’élaboration.

- Burundi. Les préparatifs du Programme national de démobilisation, de réinsertion et de réintégration (DRRP) du Burundi ont progressé à vive allure durant le dernier trimestre de 2003. Le processus s’est accéléré afin de répondre aux besoins résultant de l’issue des négociations de paix, et afin d’établir un climat de confiance entre les parties concernées. Le gouvernement a tenu des consultations approfondies sur le projet de DRRP avec ses partenaires du développement.

Le gouvernement a également mis en place une Commission nationale pour la démobilisation, la réinsertion et la réintégration (NCDRR), et s’est attaché à doter son Secrétariat exécutif en personnel et en matériel de manière à pouvoir engager les opérations de démobilisation dès mars 2004. À la fin du trimestre, le personnel clé était en place, et les autorités parachevaient un projet de lettre de politique de démobilisation, laquelle est exigée pour obtenir les financements de l’IDA et du MDRP.

Avec l’aide des bailleurs de fonds intéressés et du Secrétariat du MDRP, les autorités ont soumis une proposition pour une assistance pré-désarmement de 2,97 millions de dollars. À la fin de l’année, cette somme avait été mobilisée avec le soutien de la Commission européenne (CE) et des Gouvernements belge, français et britannique. Un comité de suivi a été établi pour superviser, coordonner et surveiller la prestation de cette assistance.

Une mission de la Banque mondiale et du Secrétariat du MDRP s’est rendue au Burundi du 20 octobre au 12 décembre 2003. Après consultations avec les autorités et les principaux partenaires du MDRP à Bujumbura, la mission a été déclarée mission d’évaluation. Cette décision a permis à la Banque mondiale d’avancer la date de présentation au Conseil et d’accélérer ainsi la mise à disposition des ressources du programme à grande échelle de l’IDA et du Fonds fiduciaire du MDRP pour financer le DRRP.

Le Secrétariat du MDRP a continué de présider le Groupe de travail technique, qui a élaboré le Plan d’opérations conjointes, et de lui servir de modérateur. Ce plan, qui doit être adopté par la Commission conjointe de cessez-le-feu, établit les principes et les modalités précises régissant l’ensemble des aspects opérationnels du processus de désarmement et de démobilisation. Le Secrétariat exécutif de la NCDRR et la Mission africaine au Burundi (AMIB) ont créé un Centre d’opérations conjointes pour favoriser la coopération pendant l’exécution des activités de désarmement et de démobilisation.

- RCA. Conformément aux décisions de la mission de supervision conjointe du MDRP, une délégation gouvernementale de haut niveau a présenté, à la réunion des partenaires du MDRP qui s’est tenue à Kinshasa, les modalités d’un programme national qui sera exécuté

par le PNUD dans le cadre des projets spéciaux. Les partenaires ont souscrit à cette approche et le PNUD a continué à aider les autorités à élaborer ce programme, en s'appuyant sur les structures institutionnelles antérieures. Le projet devrait être soumis à l'examen du Comité ad hoc local au début de 2004.

- Congo. Lors de cette même réunion des partenaires à Kinshasa, le Gouvernement de la République du Congo a officiellement présenté une lettre de politique de démobilisation et proposé que les modalités, les critères et les chiffres énoncés dans la version préliminaire du programme national de démobilisation et de réinsertion soient examinés par une équipe de consultants indépendants. Les partenaires et les autorités ont approuvé le mandat de cette équipe en janvier 2004, et la sélection de ses membres est en cours.
- RDC. La mission de supervision conjointe du MDRP a eu des entretiens avec les divers ministères chargés de l'exécution du programme de DDR. Elle a insisté sur la nécessité de mettre en place une structure nationale pour le programme et de nommer un coordinateur national. La mission s'est félicitée des mesures engagées depuis l'établissement du gouvernement de transition et a offert son appui pour maintenir le momentum en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un programme national de démobilisation et de réintégration. Une visite à Goma et à Bumia a permis aux membres de la mission d'observer sur le terrain le déroulement des opérations de démobilisation et les problèmes du désarmement spontané.

Au quatrième trimestre, le Comité technique de planification et coordination de DDR (CTPC) a approuvé des directives opérationnelles pour le désarmement spontané et la réinsertion des combattants dans les communautés qui fournissent un cadre pour gérer la situation actuelle en attendant la mise en place du programme national. Avant la réunion des partenaires du MDRP de novembre 2003, la Belgique a organisé à Kinshasa une réunion sur la question de la réforme du secteur sécuritaire et de ses liens avec le DDR en RDC. En décembre 2003, les ministères de la Défense, des Affaires Sociales et de l'Intérieur, et l'état-major ont réalisé une mission à Kinsangani, Kindu, Bunia et Punia pour évaluer la situation sur le terrain, et ont soumis des recommandations au CTPC. À la réunion du Groupe consultatif à Paris, le Gouvernement de la RDC a informé les bailleurs de fonds que trois décrets avaient été promulgués pour le DDR, à savoir : le décret n° 03/041 – Création du Comité interministériel chargé de la conception et de l'orientation en matière de DDR ; le décret n° 03/042 – Création, organisation et fonctionnement de la Commission nationale de DDR (CONADER) ; et le décret n° 03/043 – Création, organisation et fonctionnement du Comité de gestion des fonds de DDR.

- Ouganda. La mission de supervision conjointe du MDRP a discuté avec le gouvernement des progrès accomplis dans la stratégie et la planification d'un éventuel soutien à la démobilisation et à la réinsertion ; aucune autre mesure n'a cependant été prise, pendant la période couverte par le rapport, pour la démobilisation des soldats de l'UPDF (Ugandan Peoples' Defense Forces). Malgré quelques évolutions régionales favorables, divers facteurs font qu'il est encore difficile de prévoir l'ampleur et le calendrier d'une éventuelle démobilisation des forces régulières. L'un des premiers résultats de l'examen des questions de défense en cours (Defense Review) a été le projet de loi sur l'UPDF présenté par le ministre de la Défense au Parlement au début de décembre. La nouvelle structure proposée ferait de l'armée une force moins nombreuse, mais plus efficace. Les débats parlementaires à ce propos auront lieu au début de 2004, après quoi une évaluation des implications d'une

éventuelle démobilisation sera entreprise. Le Comité d’orientation gouvernemental chargé d’élaborer le Programme national de démobilisation et de réinsertion (présidé par le cabinet du Premier ministre) a guidé les travaux de la Commission d’amnistie en ce qui concerne l’appui à la réinstallation et à la réinsertion des anciens combattants irréguliers démobilisés. En décembre, la réaction rapide du gouvernement et de plusieurs partenaires du MDRP a permis de fournir en temps voulu et de manière coordonnée les ressources destinées aux anciens groupes rebelles. Les Gouvernements danois et irlandais et le PNUD apportent un appui à court et moyen termes à la Commission d’amnistie pour qu’elle assiste quelque 500 membres d’un ancien groupe rebelle rentrés de la RDC et du Soudan à la mi-décembre grâce à la MONUC. L’état d’avancement des préparatifs pour l’aide à plus long terme du Fonds fiduciaire du MDRP à la Commission d’amnistie est présenté plus bas (voir « Projets spéciaux »).

II Projets spéciaux

5. À ce jour, 11 propositions de projets spéciaux (huit en RDC, une en Angola, une au Burundi et une en Ouganda) ont été ou sont traitées par les comités ad hoc locaux, le Secrétariat du MDRP et la Banque mondiale. On trouvera ci-dessous les informations les plus récentes sur la situation des projets spéciaux par pays. L’annexe 1 contient d’autres informations relatives à ces projets.

- Angola : Le projet spécial du PNUD et de la FAO est pleinement opérationnel et conduit en très étroite collaboration avec l’IRSEM. À la fin du trimestre, la FAO avait acheté 50 000 jeux d’intrants agricoles dont la distribution devait commencer à la mi-janvier 2004. Le PNUD et l’IRSEM avaient aussi lancé des opérations de réinsertion économique dans quatre provinces stratégiques de la région des hauts plateaux (*plano alto*) avec la formation du personnel, l’établissement de mécanismes et de procédures pour l’examen et l’approbation des sous-projets, et la préparation de plans municipaux de réinsertion. À la fin du trimestre, 36 sous-projets offrant une assistance à 1 460 anciens combattants avaient été approuvés ; leur démarrage est prévu au début de 2004. Le PNUD aide par ailleurs l’IRSEM à terminer le Manuel d’exécution des projets, une condition d’entrée en vigueur du projet de la Banque Mondiale. À la fin du trimestre, environ 1,8 million de dollars avaient été alloués ou dépensés. Le dernier rapport de situation trimestriel du PNUD est disponible sur le site Web du MDRP, à l’adresse suivante : http://www.mdrp.org/countries/sp_angola.htm.
- Burundi : Le 6 novembre 2003, la direction de la Banque mondiale a approuvé une proposition pour un projet spécial pour la démobilisation, la réinsertion sociale et la prévention du recrutement des enfants-soldats d’un montant de 3,6 millions de dollars soumis par l’UNICEF et le gouvernement. Depuis lors, l’UNICEF a informé le Secrétariat du MDRP qu’elle préférerait attendre l’aboutissement des négociations d’un autre accord de don avec la Banque mondiale, qui porte sur le programme de maîtrise de l’onchocercose, avant de parachever celui du projet spécial du MDRP pour le Burundi. À la fin du trimestre, le MDRP attendait toujours que l’UNICEF l’informe à ce propos. Entre-temps, l’UNICEF - Burundi a soumis pour observations les versions préliminaires d’un manuel d’opérations et d’un plan de passation des marchés au Secrétariat du MDRP.
- RCA : Voir plus haut, au chapitre I.
- RDC : Durant la période couverte par le rapport, le Comité ad hoc local a approuvé la proposition de projet présentée par l’UNICEF. À la fin du trimestre, cette proposition faisait

l'objet d'une dernière mise au point avant d'être soumise à l'approbation de la Banque mondiale. Pendant ce même trimestre, la Banque mondiale a aussi approuvé la proposition de projet spécial de la Croix-Rouge belge ; un accord de don sera préparé en janvier. L'annexe 1 présente un point de situation sur les autres projets spéciaux en RDC.

À leur réunion, en novembre, les partenaires du MDRP ont avalisé le principe de n'accepter aucune nouvelle proposition de projet spécial en RDC compte tenu de la constitution récente du gouvernement de transition et des premières mesures qu'il a prises en vue d'élaborer un programme national de DDR, et étant donné le nombre important, la couverture et la souplesse relative des projets spéciaux en place dans le pays. Ce gel sera maintenu jusqu'à ce que les projets en cours et l'état d'avancement du programme national puissent être évalués. Le Secrétariat du MDRP propose d'appliquer les directives suivantes à l'évaluation de toute nouvelle proposition de projets spéciaux en RDC :

- i) En principe, aucun nouveau projet spécial ne sera examiné pour approbation à moins qu'un besoin concernant la démobilisation et la réinsertion sociale des anciens combattants ne surgisse, qui soit clairement lié aux objectifs du MDRP, respecte ses critères d'assistance et ne puisse être traité dans le cadre du programme national ou des projets spéciaux en cours.
 - ii) Il est entendu que tout nouveau projet spécial éventuellement approuvé dans ce cadre, à titre exceptionnel, ainsi que les modifications aux projets spéciaux en cours qui nécessitent des financements supérieurs au budget total approuvé, seront examinés et avalisés par le Comité ad hoc local conformément aux procédures en vigueur.
 - iii) Ce gel pourra ultérieurement être levé en fonction d'une évaluation réalisée par le Secrétariat et les partenaires du MDRP quant i) aux progrès et aux retombées des projets spéciaux en cours en RDC, et ii) aux progrès accomplis dans la mise en place du programme national.
 - iv) Dans le cadre de la préparation du programme national, le Secrétariat du MDRP consultera également le Gouvernement de la RDC à propos des modalités pour que ce dernier assure la coordination des projets spéciaux en cours dans le cadre du programme national.
 - v) Ce gel ne s'applique ni aux propositions de projets spéciaux qui ont été examinées et approuvées par le Comité ad hoc local en RDC avant le 15 novembre 2002, ni à d'éventuelles propositions portant sur des questions transfrontalières.
- Ouganda : Le gouvernement a soumis une proposition de projet spécial pour le rapatriement, la réhabilitation, la réinstallation et la réinsertion des « reporters » en septembre 2003. Le projet envisagé viendrait à l'appui des travaux de la Commission d'amnistie qui s'adressent aux forces irrégulières ayant choisi de se rendre au gouvernement en vertu de la loi d'amnistie. Le Secrétariat du MDRP a convoqué une réunion du Comité ad hoc local le 20 octobre 2003 à Kampala pour discuter de cette proposition. Celle-ci ayant ensuite été révisée, le Comité s'est réuni le 26 novembre 2003 et l'a recommandée au financement du MDRP, sous réserve de quelques modifications. Le Secrétariat du MDRP et la Banque mondiale ont entamé l'évaluation des mécanismes de gestion financière et de passation de marchés de la Commission d'amnistie et ont pris des dispositions pour assurer la mise en place de mesures de protection sociale et environnementale. Le Secrétariat du MDRP a aidé la Commission à parachever le descriptif du projet et à perfectionner ses systèmes de gestion.

III Activités régionales

6. Le Secrétariat du MDRP prépare un voyage d’étude en Sierra Leone pour les représentants des programmes nationaux de démobilisation et de réinsertion, dans le but de dégager des enseignements des stratégies de réinsertion destinées aux anciens combattants démobilisés et de leurs résultats. Ce voyage est prévu du 9 au 13 février 2004.

IV Gestion du programme

Coordination du programme

7. La troisième réunion semestrielle des partenaires s’est tenue à Kinshasa du 12 au 14 novembre 2003. Le compte rendu de la réunion a été distribué à tous les participants et partenaires en décembre 2003.

8. Pendant le trimestre, une coordination régulière a été assurée à l’échelon national au Burundi, au Rwanda, en Ouganda et en RDC ; en Angola, la première réunion des principaux partenaires au programme DDR a été organisée et conduite par l’IRSEM.

Effectifs

9. Au cours du trimestre examiné, Mathurin Gbetibouo a pris ses nouvelles fonctions de directeur du MDRP à Washington. Suite à l’approbation du Comité du fonds fiduciaire du MDRP durant la réunion des partenaires de Kinshasa, le Secrétariat a également entamé la procédure de recrutement de deux autres agents de terrain pour la RDC et le Burundi.

Administration et dépenses du Fonds fiduciaire

10. Au cours du trimestre couvert par ce rapport, les revenus du Fonds fiduciaire du MDRP ont atteint 63,7 millions de dollars, somme qui comprend le revenu des placements, soit 1,3 million de dollars, et de nouvelles contributions du Canada et du Royaume-Uni, qui totalisaient 8,8 millions de dollars environ (voir annexe 2). Le montant total des décaissements effectués à la fin du trimestre est de 6 460 223 dollars pour les programmes nationaux, les projets spéciaux, les activités régionales, la gestion et l’administration du programme. Les engagements s’élèvent à 14,4 millions de dollars pour le programme national du Rwanda, et à 19,6 millions de dollars pour les projets spéciaux en Angola et en RDC. Enfin, pendant la réunion des partenaires du MDRP à Kinshasa, deux nouvelles contributions ont été annoncées, l’une de l’Allemagne, de 2,7 millions d’euros, et l’autre de la Banque africaine de développement, de 8,5 millions de dollars.

V Plan de travail pour le prochain trimestre

11. Durant les trois prochains mois (janvier à mars 2004), les travaux du Secrétariat du MDRP et du Programme seront centrés sur les thèmes généraux suivants. On trouvera en annexe 3 un plan de travail plus détaillé pour le Secrétariat.

- *Programmes nationaux* : veiller à ce que le programme national entre en vigueur en Angola, et à ce que l’accord de don du MDRP soit parachevé ; négocier et présenter au Conseil d’administration de la Banque mondiale le projet national du Burundi ; continuer d’appuyer le renforcement des opérations de suivi et d’évaluation et des stratégies de réinsertion au Rwanda ; soutenir les opérations d’évaluation de la Banque pour le

programme national de la RDC et pour la RCA (projet spécial) ; et évaluer les paramètres proposés pour le programme de la République du Congo.

- *Projets spéciaux* : s'assurer que les travaux démarrent en temps voulu en RDC ; négocier avec l'UNICEF/NY pour mettre au point les accords de dons pour les projets au Burundi et en RDC ; superviser l'exécution des activités en Angola ; examiner la proposition de la Commission ougandaise d'amnistie ; et mettre en place un mécanisme pour suivre les progrès des projets spéciaux et l'établissement de rapports de gestion financière.
- *Activités régionales* : effectuer un voyage d'étude en Sierra Leone et en rendre compte.
- *Gestion du programme* : recruter et installer de nouveaux agents de terrain en RDC et au Burundi ; et commencer à planifier la prochaine réunion des partenaires.

Annexe 1 : État d'avancement des propositions de projet spécial (au 31 décembre 2003)

	<i>Organisme d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH*</i>	<i>Ressoumission de la proposition</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>État d'avancement général des accords juridiques</i>	<i>Décaissement des fonds</i>	<i>Programme opérationnel</i>
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	1. Save the Children/R.-U	Appui à la réunification et à la réinsertion des enfants -soldats en RDC	14 févr. 2003	Avril 2003	2 456 178	Accord de don signé par toutes les parties et renvoyé à la Banque.	En attente de la demande de décaissement.	Une clause de paiement rétroactif de 10 % a été approuvée pour permettre d'entamer les opérations
	2. Comité international de secours	Évaluation de la situation et projets pilotes de démobilisation et de réinsertion des enfants -soldats dans les provinces Orientale, N. Katanga et Maniema	14 févr. 2003	Mars 2003	6 989 340	Tous les accords de dons ont été signés par toutes les parties et renvoyés à la Banque	Demandes de décaissement finales reçues du Comité int. de secours et de l'IFESH ; en attente des documents de CARE ; tous les versements ont été reçus et acceptés.	Une clause de paiement rétroactif de 10 % a été approuvée, les préparatifs ont débuté.
	3. IFESH							
	4. CARE							
	5. PNUD/ Gouvernement de la RDC	Redressement communautaire et réinsertion des anciens combattants dans l'Est du Congo	14 févr. 2003	Mai 2003	5 000 000	Accord de don signé par toutes les parties et reçu par la Banque	En attente de la demande de décaissement. Également en attente des directives sur les micro-projets.	Une clause de paiement rétroactif de 20 % a été approuvée pour permettre d'entamer les opérations.
6. PNUD	Mécanisme de réaction rapide	13 juin 2003	Juillet 2003	4 629 870	Accord de don signé par toutes les parties et reçu par la Banque	En attente de la demande de décaissement. Également en attente des directives sur les micro-projets.	Une clause de paiement rétroactif de 20 % a été approuvée pour permettre d'entamer les opérations.	

	<i>Organisme d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH*</i>	<i>Ressoumission de la proposition</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>État d'avancement général des accords juridiques</i>	<i>Décaissement des fonds</i>	<i>Programme opérationnel</i>
	7. Croix-Rouge belge	Renforcement des capacités et appui au programme de prévention du recrutement, de démobilisation et de réinsertion des enfants associés aux forces armées.	23 juill. 2003; 4 sept. 2003	Août 2003	2 157 754	Approuvé par la Banque. Accord de don en cours d'examen		Une clause de paiement rétroactif de 20 % a été approuvée pour permettre d'entamer les opérations.
	8. UNICEF	Programme de prévention du recrutement, de démobilisation et de réinsertion des enfants associés aux forces armées.	Octobre 2003	Nov. 2003	4 996 927	En préparation pour soumission à l'approbation de la Banque. Négociations sur l'accord de don dépendent de l'accord sur le programme d'onchocercose.		
ANGOLA	9. PNUD (en partenariat avec la FAO et l'OIT)	Proposition conjointe de projet spécial à l'appui de la réinsertion des soldats démobilisés en Angola	7 mars 2003	Avril 2003	4 336 483	Accord de don signé par toutes les parties (août - sept. 2003)	Fonds initiaux avancés par le PNUD ; le MDTF a décaissé la première tranche de 2,5 millions de dollars en oct. 2003.	Les activités de réinsertion économique, de renforcement des services homologues nationaux et de passation de marchés portant sur les intrants agricoles pour la prochaine saison ont démarré.
BURUNDI	10. UNICEF	Proposition de projet spécial à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la prévention du recrutement d'enfants-soldats.	19 juin 2003	Août 2003	3 607 498	Approuvé par la Banque. Les négociations sur l'accord de don dépendent de l'accord sur le programme d'onchocercose.	L'UNICEF a fait une avance de USD 500 000 pour entamer les opérations	Une clause de paiement rétroactif de 20 % a été approuvée pour permettre d'entamer les opérations.

	<i>Organisme d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH*</i>	<i>Ressoumission de la proposition</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>État d'avancement général des accords juridiques</i>	<i>Décaissement des fonds</i>	<i>Programme opérationnel</i>
UGANDA	11. Commission d'amnistie	Rapatriement, réhabilitation et réinsertion des « reporters » en Ouganda	26 nov. 2003	Prévue mi-janvier	3 632 953	Commentaires transmis par le Secrétariat du MDRP.		

* CAH : Comité ad hoc local

Annexe 2 : Fonds fiduciaire du MDRP (TF 50574)**Etat financier non vérifié***

Catégories d'entrées et de sorties	USD	
	Au 31/12/03	Au 30/09/03
1. Montants reçus à ce jour		
a. Contributions des bailleurs de fonds	62,361,925	53,574,844
- Belgique	10,992,483	10,992,483
- Canada	7,087,257	3,300,175
- Danemark	2,486,188	2,486,188
- CE	10,916,000	10,916,000
- France	2,078,600	2,078,600
- Allemagne	1,011,270	1,011,270
- Italie	1,714,050	1,714,050
- Pays-Bas	10,352,188	10,352,188
- Norvège	3,533,070	3,533,070
- Suède	2,190,820	2,190,820
- R.-U	10,000,000	5,000,000
b. Revenu des placements**	1,290,202	1,057,020
Montant total reçu	63,652,128	54,631,864
2. Décaissements à ce jour		
a. Programmes nationaux	1,400,000	0
b. Projets spéciaux	2,538,356	0
c. Activités régionales	288,832	260,385
d. Gestion du programme ***	1,858,864	1,169,368
e. Frais administratifs du Fonds fiduciaire **	374,172	321,449
Montant total des décaissements	6,460,223	1,751,202
3. Solde du Fonds fiduciaire	57,191,904	52,880,662

* Au 31/12/03

** Revenus des placements et frais administratifs au 01/01/04

*** Comprend la participation du Secrétariat du MDRP à l'administration générale du programme, et à la gestion des programmes nationaux et des projets spéciaux

Annexe 3 : Plan de travail du MDRP : octobre à décembre 2003

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
A. Programmes nationaux				
1. RCA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soumission à l'approbation du CAH d'un programme national dans le cadre d'un projet spécial du PNUD ▪ Examen du projet et début des décaissements 	Févr. 2004 Févr. - mars 2004	PNUD/MDRP MDRP/Banque mondiale	
2. Burundi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Achèvement des négociations ▪ Approbation de la lettre de politique de démobilisation ▪ Entrée en vigueur de l'accord de don ▪ Appui au plan d'opérations conjointes 	Févr. 2004 Févr. 2004 Fin mars 2004 En cours	Gouvernement et Banque mondiale NCDR Banque mondiale MDRP/Banque mondiale	
3. Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approbation de la nouvelle structure de l'UPDF ▪ Élaboration des mesures de démobilisation et des plans d'exécution 	Janv. - mars 2004	Gouvernement Gouvernement, avec le MDRP	
4. Angola	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite des travaux pour remplir toutes les conditions de réalisation ▪ Mission d'aide à l'exécution ▪ Parachèvement de l'accord de don 	Janv. 2004 Févr. 2004 Févr. - mars 2004	Banque mondiale MDRP/Banque mondiale Gouvernement/Banque mondiale	
5. Congo	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Définition commune du mandat d'une mission d'étude indépendante et sélection des candidats ▪ Déploiement de la mission 	Janv. 2004 Févr. 2004	Partenaires du MDRP / Gouvernement, coordonnés par le MDRP et le PNUD	

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
6. RDC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mission de la Banque mondiale pour suivi du PPF, de la lettre de démobilisation, des critères d'admissibilité et du plan d'action pour la mise au point définitive du projet. ▪ Élaboration d'un plan d'action, en collaboration avec les participants à l'ESS, pour développer les liens avec le programme DDR ▪ Formulation définitive et présentation de la lettre de politique de démobilisation ▪ Première mouture du programme national DDR ▪ Fourniture d'une assistance technique à la CONADER 	<p>Janv. - mars 2004</p> <p>Janv. - mars 2004</p> <p>Janv. - mars 2004</p> <p>Janv. - mars 2004</p> <p>Janv. - mars 2004</p>	<p>Gouvernement, Banque mondiale, MDRP</p> <p>Gouvernement/MDRP/Belgique</p> <p>Gouvernement</p> <p>Gouvernement</p> <p>MDRP/Partenaires</p>	
7. Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à l'établissement de liens entre la RDRC et la MONUC ▪ Participation au CCT ▪ Aide à la sensibilisation et rapatriement éventuel des membres des groupes armés établis dans des pays étrangers 	<p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>En planification</p>	<p>MDRP</p> <p>MDRP</p> <p>RDRC/MONUC/MDRP</p>	
B. Projets spéciaux				
8. Angola	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Examen du rapport de situation et approbation du décaissement de la deuxième tranche ▪ Examen de l'exécution sur le terrain (y compris la distribution des intrants agricoles) 	<p>Janv. 2004</p> <p>Févr. 2004</p>	<p>Banque mondiale</p> <p>Banque mondiale/MDRP</p>	
9. Burundi - UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation/signature de l'accord de don ▪ Intégration d'opérations stratégiques dans le DRRP national ▪ Commentaires sur les projets de manuel opérationnel et de plan de passation des marchés 	<p>Janv. 2004</p> <p>Janv. - mars 2004</p> <p>Janv. 2004</p>	<p>Banque mondiale / UNICEF</p> <p>NCDRR / UNICEF / autres intervenants du gouvernement</p> <p>Secrétariat du MDRP</p>	
10. DRC - SCF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décaissement des fonds ▪ Aide à l'exécution 	<p>Janv. 2004</p> <p><i>En cours</i></p>	<p>Banque mondiale</p> <p>MDRP</p>	
11. DRC - Consortium ONG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décaissement des fonds ▪ Aide à l'exécution 	<p>Janv. 2004</p> <p><i>En cours</i></p>	<p>Banque mondiale</p> <p>MDRP</p>	

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
12. DRC - PNUD Réinsertion sociale	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décaissement de la première tranche ▪ Aide à l'exécution 	Janv. 2004 <i>En cours</i>	Banque mondiale MDRP	
13. DRC - PNUD RRM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décaissement de la première tranche ▪ Aide à l'exécution 	Janv. 2004 <i>En cours</i>	Banque mondiale MDRP	
14. DRC - Croix-Rouge belge	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation/signature de l'accord de don ▪ Décaissement des fonds 	Févr. 2004 Mars 2003	Banque/MDRP/BRC Banque mondiale	
15. DRC - UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise au point du projet spécial ▪ Approbation/signature de l'accord de don ▪ Décaissement de la première tranche 	Janv. 2004 Févr. 2004 Mars 2004	MDRP, Banque mondiale Banque mondiale, UNICEF Banque mondiale	
16. Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formulation définitive de la proposition de projet ▪ Évaluation de la gestion financière ▪ Évaluation des mécanismes de passation de marchés ▪ Parachèvement de l'évaluation des mesures de protection intégrées ▪ Soumission du projet à l'autorisation et à l'approbation de la Banque ▪ Finalisation de l'accord de don 	Janv. 2004 Janv. 2004 Janv. 2004 Janv./févr. 2004 Févr. 2004	Commission d'amnistie Banque mondiale / Commission d'amnistie / Secrétariat du MDRP Secrétariat du MDRP / Banque mondiale Secrétariat du MDRP Gouvernement / Banque mondiale / Secrétariat du MDRP	
C. Activités régionales				
17. Sensibilisation transfrontalière Rwanda - RDC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de l'appui fourni à la stratégie conjointe de sensibilisation 	En cours	Gouv. Rwanda, Gouv. RDC, MONUC, Secrétariat du MDRP	
18. Réunion GCT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation du rapport sur l'atelier de suivi et d'évaluation et distribution aux partenaires ▪ Voyage d'étude portant sur la réinsertion en Sierra Leone ▪ Identification des meilleures possibilités d'échanges d'informations transfrontaliers et élaboration d'un plan pour les activités convenues 	Févr. 2004 Févr. 2004 Févr. 2004	GTZ CGT, Secrétariat du MDRP MDRP et partenaires	
D. Gestion du programme				
19. Fonds fiduciaire du MDRP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparation d'une étude sur la répartition des financements du Fonds fiduciaire et de l'IDA ▪ Suivi des nouveaux engagements annoncés 	Janv. 2004 Févr. (mars 2004)	Secrétariat du MDRP Secrétariat du MDRP	Engagements de l'Allemagne et de la BAD lors de la réunion des partenaires

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
20. Site web du MDRP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modification/actualisation du site selon les besoins 	En cours	Secrétariat du MDRP	
21. Secrétariat du MDRP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Traduction et distribution du compte rendu de la réunion des partenaires ▪ Préparation d'un système de suivi matériel et financier des projets spéciaux ▪ Recrutement de personnel pour Kinshasa et le Burundi ▪ Embauche et installation des nouveaux agents ▪ Initiation des préparatifs en vue de la prochaine réunion des partenaires 	<p>Janv. 2004</p> <p>Janv. - févr. 2004</p> <p>Janv. - févr. 2004</p> <p>Mars - avril 2004</p> <p>Mars 2004</p>	<p>Secrétariat du MDRP</p> <p>Secrétariat du MDRP</p> <p>Secrétariat du MDRP, Banque mondiale</p> <p>Banque mondiale</p> <p>Secrétariat du MDRP</p>	